

La SFTG, résistance et persistance

Indépendance, exigence de qualité, participation à la recherche : comment s'en sortir financièrement et résister à la compromission.

Patrick Ouvrard,
responsable de
la communication à la SFTG

§Formation initiale, Formation
continue
§Résistance
§Contre-pouvoir
§Médicament, firmes
pharmaceutiques

La Société de Formation Thérapeutique du Généraliste (SFTG) a été créée en 1977 par des médecins généralistes, en réaction à la mainmise de l'industrie sur la formation des médecins. Cette société scientifique s'est progressivement développée pour atteindre une envergure nationale. Une charte d'éthique et d'indépendance vis-à-vis de l'industrie, mais aussi des syndicats et de l'université, régit son fonctionnement. Comment une telle structure a pu non seulement persister, mais prendre de l'envergure depuis près de trente-cinq ans ?

La résistance acharnée de ses dirigeants et de ses adhérents en est la seule responsable, mais quel type de résistance, comment ne pas être tombé dans les tentations, comment ne pas avoir disparu ?

La créativité a été un des moteurs de cette volonté d'indépendance et un moyen de s'opposer à ce qui se faisait dans d'autres officines, un moyen d'être attrayant pour les confrères soumis aux propositions alléchantes de ceux qui disposaient de moyens financiers importants fournis par l'industrie pharmaceutique... en échange de complaisance. Cette créativité a souvent été associée à la pluridisciplinarité (juristes, philosophes, sociologues, anthropologues, psychanalystes, comédiens, etc.), là aussi résistance au formatage médico-médical trop souvent de règle dans la formation continue des médecins. Nous nous sommes battus pour que toutes les actions visant à modifier la qualité des pratiques de nos confrères se fasse dans la plus stricte indépendance, sans céder aux modes thérapeutiques et en incitant à ne prescrire les nouvelles molécules que lorsque des organes de presse indépendants comme la revue *Prescrire* les indiquaient pouvant être utiles. De plus, nous nous sommes obligés à n'utiliser que la DCI dans nos séminaires.

En organisant des colloques qui avaient toujours une longueur d'avance sur l'actualité ou bien qui en pointaient les éléments les plus pertinents et/ou les distorsions, afin d'ouvrir des pistes de travail : « Le patient pivot du système de soins » ; « L'expertise médicale » ; « La course à la DCI, à vos marques®, prêt, partez ! », alors qu'un décret, rapidement mis aux

oubliettes (par qui ? comment ?), obligeait les médecins à ce mode de prescription ; « L'information santé des patients » ; « Le médecin, le patient et l'environnement, quelle information pour agir ».

En ne faisant pas de prosélytisme. Recruter des adeptes n'a jamais fait partie de notre philosophie, toutes les bonnes volontés ont été les bienvenues et au fil du temps, la SFTG s'est enrichie de nouveaux membres qui ont apporté leur pierre à l'édifice. Mais comment vivre sans argent ? Où trouver des subventions ? Les cotisations d'adhésion volontairement modestes et non scrupuleusement relancées ne peuvent permettre à une telle structure de vivre. Ce sont nos actions de recherche originales, utilisant des méthodes issues des sciences humaines et sociales (sociologie, économie, anthropologie), ainsi que nos pertinentes réponses aux appels d'offres de l'OGC et du FAF qui ont permis de financer un secrétariat et des locaux. Les périodes difficiles nous ont menés à solliciter nos adhérents, leur soutien ainsi que la réalisation non rémunérée d'un certain nombre de séminaires par quelques-uns d'entre nous ont permis de résister et à la structure de continuer à vivre.

Des entorses, pourquoi, comment ?

Nos participations à des grandes messes types WONCA ou Congrès de la Médecine Générale ont suscité de nombreuses discussions et décisions difficiles au sein de la SFTG. Mais comment une société scientifique peut-elle publier ou communiquer à la communauté médicale sans intervenir dans ce type de congrès ? Ces congrès sont bien entendu organisés et réalisés avec une part non négligeable de revenus provenant de l'industrie pharmaceutique. Nous pensons qu'il pourrait, qu'il devrait en être autrement. Nous avons fait de la résistance pour que les choses bougent et mis la main à la poche pour montrer que le financement peut se concevoir autrement. Nos adhérents payent leur inscription à ces congrès, là où beaucoup se font « inviter » par l'industrie. Comment interpréter notre attitude : perte d'âme, compromission, ou volonté d'apparaître et de revendiquer la nécessaire indépendance de la formation ? ■